

bon de commande

À retourner à
**La direction de l'information
 légale et administrative
 (DILA)**

- Commandes par courrier :
 Administration des ventes
 124 rue Henri Barbusse
 93308 Aubervilliers Cedex France
- Commandes par télécopie :
 33 (0) 1 40 15 70 01



1913. *Genèse d'une loi sur les monuments historiques*

Réf. 978-2-11-009315-8

Prix unitaire TTC	Quantité	Total
39 €		
Participation aux frais d'envoi.		4,95 €
Montant total à payer		

Vous êtes une société, un organisme **Vous êtes un particulier** (cochez la case appropriée)

N° de client _____
 (Merci de remplir ce formulaire en capitales)

Raison sociale _____
 Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 (bât, étage...) _____
 Code postal _____ Ville _____ Pays _____

Téléphone _____ Courriel _____
 Par carte bancaire N° _____
 Date d'expiration _____ N° de contrôle _____
 (indiquer les trois derniers chiffres situés au dos de votre carte bancaire, près de votre signature)

Par mandat administratif (réservé aux administrations)
 Par chèque bancaire ou postal à l'ordre du comptable du B.A.F.O.I.A. - DF (B.A.F.O.I.A. : Budget annexe publications officielles et information administrative)

Date _____ **Signature** _____

Informatique et libertés – Conformément à la loi du 6.1.1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant et les rectifier en écrivant au Département du marketing de La DILA. Ces informations sont nécessaires au traitement de votre commande et peuvent être transmises à des tiers, sauf si vous cochez ici



1913

**Genèse d'une loi
 sur les monuments historiques**

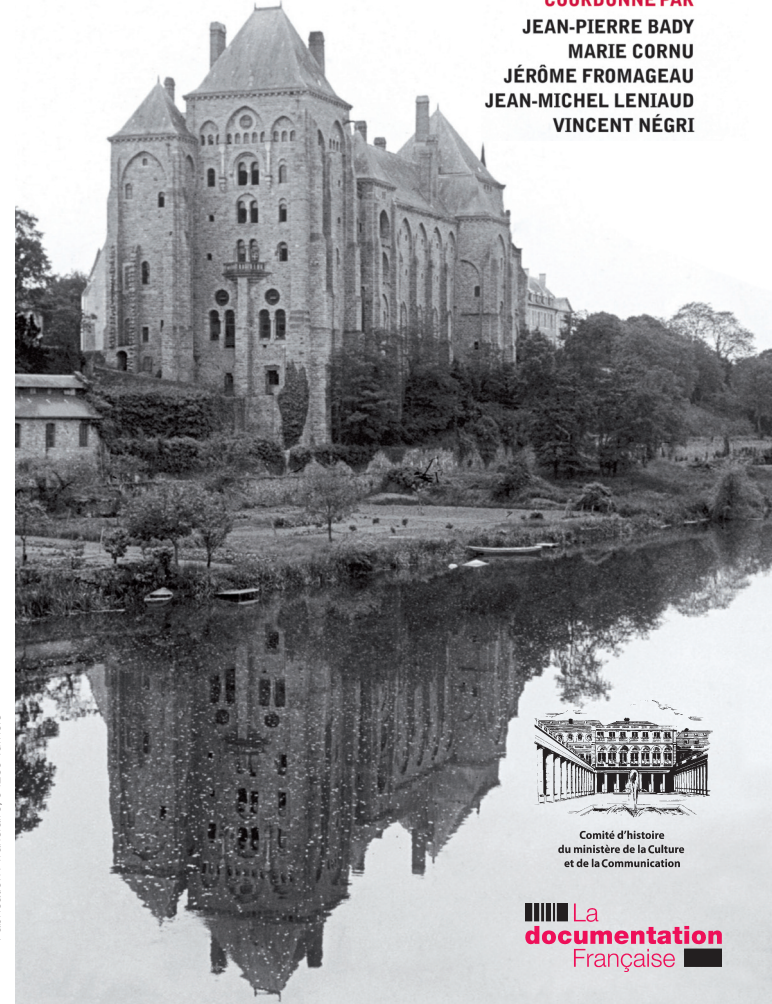
1913-2013 : cent ans de législations pour les monuments, les objets d'art, les sites, les gisements archéologiques et les paysages portent l'empreinte de la loi du 31 décembre 1913. Cette loi centenaire a non seulement développé les principes de conservation des monuments historiques, mais également façonné notre droit du patrimoine culturel ; modifiée et complétée à maintes reprises, elle demeure, aujourd'hui, l'un des piliers du Code du patrimoine. De l'abbaye du mont Saint-Michel au Palais idéal du facteur Cheval à Hauterives, des alignements mégalithiques de Carnac à la Cité radieuse construite par Le Corbusier à Marseille, de la tapisserie de *l'Apocalypse* d'Angers à la locomotive du Creusot, la diversité des monuments historiques illustre la richesse du patrimoine culturel. Ce centenaire est l'occasion d'écrire l'histoire de la loi sur les monuments historiques, d'en retracer la genèse, de cerner la filiation dans laquelle elle s'est inscrite, celle des textes antérieurs – la loi de 1887 comme la loi de séparation des Églises et de l'État votée en 1905. La loi de 1913 a marqué une révolution juridique vis-à-vis notamment de la propriété privée en créant une servitude de conservation. Cet ouvrage en explore les principaux apports, mettant ainsi en lumière l'influence des législations étrangères, la place de l'expérience coloniale et l'émergence d'un droit international. L'étude des travaux parlementaires, des archives administratives et des sources doctrinales et jurisprudentielles permet de jeter un regard neuf autant sur l'élaboration d'une loi fondatrice que sur l'administration chargée de l'appliquer. Cet ouvrage constitue le premier jalon d'une vaste enquête sur les textes qui ont structuré le droit du patrimoine culturel.

Fabrication : Transfaire, 04250 Turriers

1913

**Genèse d'une loi
 sur les monuments historiques**

**OUVRAGE
 COORDONNÉ PAR
 JEAN-PIERRE BADY
 MARIE CORNU
 JÉRÔME FROMAGEAU
 JEAN-MICHEL LENTIAUD
 VINCENT NÉGRÉ**



Comité d'histoire
 du ministère de la Culture
 et de la Communication

SOMMAIRE

Introduction

Jean-Pierre Bady, Marie Cornu, Jérôme Fromageau,
Jean-Michel Leniaud, Vincent Négri

Aux propylées d'un monument législatif

Jean-Michel Leniaud

CHAPITRE 1

Le tournant de la loi du 30 mars 1887 sur la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique et artistique

L'héritage du XIX^e siècle

dans la conservation des monuments historiques ?

Arlette Auduc

Bilan critique de la loi du 30 mars 1887

Arlette Auduc – Marie Cornu

La loi du 30 mars 1887 et son influence en Allemagne

Frauke Michler

CHAPITRE 2

Les jalons d'une réforme de la protection des monuments historiques

Les prémices d'une réforme de la protection
des monuments historiques : la loi du 9 décembre 1905

Anne Formerod

L'influence des législations étrangères sur le projet français

Vincent Négri

La préparation administrative du projet de loi (1907-1911)

Xavier Perrot

Les débats autour du classement d'office :

quand l'idée de servitude l'emporte (1908-1909)

Julien Lacaze

1907-1913 : période de frénésie parlementaire

Marie Cornu

La doctrine juridique et les monuments historiques.

Revue de littérature

Marie Cornu, Noé Wagener

Le juge et les monuments historiques. Revue d'arrêts

Noé Wagener

Le rôle des sociétés savantes

Annie Héritier

CHAPITRE 3

L'apport de la loi de 1913 : principes et concepts fondateurs

La notion de monument historique

Marie Cornu – Jean-Michel Leniaud

L'évolution de La notion de classement

Julien Lacaze

Définition de l'objet mobilier
par la loi du 31 décembre 1913 :
la place de l'immeuble par destination

Frantz Schoenstein

Préservation du patrimoine mobilier :
l'apport de la loi du 31 décembre 1913
vue à travers l'action administrative

Judith Kagan

Les monuments mégalithiques

Vincent Négri

L'archéologie dans la loi du 31 décembre 1913

Alice Denolle

Quelle conception de la propriété
dans la loi du 31 décembre 1913 ?

Marie Cornu, Noé Wagener

Les monuments historiques au service d'une relecture
de la propriété : le projet de Raymond Saleilles

Noé Wagener

L'inscription sur l'inventaire supplémentaire

Vincent Négri

L'intervention du droit pénal

dans la loi du 31 décembre 1913

Élisabeth Fortis

CHAPITRE 4

Autour de la loi de 1913 : un corpus en formation

La loi Cornudet (1919) et les monuments historiques

Xavier Laurent

La genèse de la loi du 10 juillet 1914

portant création de la Caisse nationale
des monuments historiques et préhistoriques

Valérie Carpentier

La Réunion des musées nationaux
et la Caisse des monuments historiques (1858-1925) :
modèle et modélisation

Agnès Callu

Le règlement d'administration publique
prévu par la loi du 31 décembre 1913

Vincent Négri, Xavier Perrot

CHAPITRE 5

La force de diffusion de la loi de 1913

L'internationalisation du monument historique

Vincent Négri

Patrimoine et législation, entre Paris et Alger

Nabila Oulebsir

La loi sur les monuments historiques
dans le contexte colonial : le cas du Maroc

Jihane Chedouki

La législation patrimoniale tunisienne
pendant le protectorat

Myriam Bacha

La loi du 31 décembre 1913

dans une perspective comparatiste :

les réformes britannique et italienne d'avant 1914

Mark Thatcher [Traduit de l'anglais par Marie Trape, CNRS-CECOJ]

Cahier photo – Documents commentés – Table des notices –
Annexes – Table des annexes – Présentation des auteurs –
Bibliographie – Table des principales décisions citées.
Jurisprudence [1830-1920] – Travaux parlementaires
fréquemment cités – Sources d'archives fréquemment citées –
Index des personnes – Index général – Index non trié

Cette recherche est menée par le Centre d'études sur la coopération
juridique internationale (CECOJ-CNRS) et l'École nationale des
chartes, en collaboration avec le ministère de la Culture et de la
Communication, son comité d'histoire, la direction générale des
Patrimoines, et la médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine.



602 p., 39 €

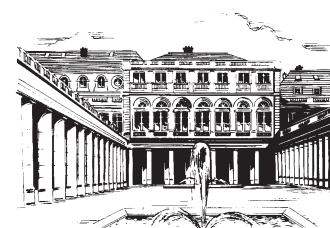
En vente dans les grandes librairies

et à la Documentation française

Commande par internet

sur le site de la documentation française :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>



Renseignements :

Comité d'histoire
du ministère de la Culture
et de la Communication
3, rue de Valois
75001 Paris

☎ 01 40 15 79 16

☎ 01 40 15 79 52

✉ comitehistoire@culture.gouv.fr